

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 07/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMPTOIR AGRICOLE**

35 ROUTE DE STRASBOURG  
67270 Hochfelden

Références : -  
Code AIOT : 0006700483

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE implanté 4, route de Strasbourg 67270 Hochfelden. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Depuis le 01/01/2013, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'échange au titre de la combustion de combustibles dans des installations de combustion d'une puissance supérieure à 20MW.

L'intégralité de l'allocation est basée sur les térajoules de combustibles consommés.

En qualité d'installation à faible niveau d'émission, le site bénéficie de diverses exemptions au titre de l'article 47.

Dans le cadre de la collecte de donnée 2024 pour la seconde sous-période de la phase IV (2026-2030), l'exploitant a informé être soumis à l'obligation de l'audit énergétique en application de l'article 8 de la directive efficacité énergétique mais ne l'a pas réalisé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMPTOIR AGRICOLE
- 4, route de Strasbourg 67270 Hochfelden
- Code AIOT : 0006700483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Comptoir agricole de Hochfelden exploite un dépôt de produits agricoles à Hochfelden

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il n'a pas respecté la prescription de l'article 8 de la directive relative à l'efficacité énergétique. Il est demandé de communiquer à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais l'audit d'efficacité énergétique accompagné de ses recommandations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Procédures	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331	Sans objet
2	Détermination des données d'activité des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
3	Sources de données (quantités de térajoules de combustible consommé)	Règlement européen du 19/12/2018, article article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331	Sans objet
4	Programme métrologique pour la détermination des niveaux	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'activité		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les niveaux de méthode déclarés sont respectés.

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection la procédure relative à la surveillance des niveaux d'activité et des émissions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Diagramme des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation :</p> <p>(...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;</li> <li>- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;</li> <li>- les points et dispositifs de mesure;</li> <li>- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com;</li> <li>(...)</li> </ul>

**Constats :**

Le diagramme des flux mentionne un unique BM combustible, un combustible (gaz naturel), les instruments de mesures (pont bascule + compteur gaz+ convertisseur), les flux de matières entrant et sortant, un unique séchoir d'une puissance de 25 MW et la source d'émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Détermination des données d'activité des flux**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066

**Thème(s) :** Risques chroniques, SEQE – Emissions

**Prescription contrôlée :**

1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes:
  - a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions;
  - b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks.
2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.  
(...)

**Constats :**

L'article 47 dispose « Par dérogation aux dispositions de l'article 27, l'exploitant d'une installation à faible niveau d'émission peut déterminer la quantité de combustible ou de matière en utilisant les données d'achat consignées et les estimations des variations des stocks..... » .

De façon aléatoire, l'inspection a demandé de présenter les factures de gaz aussi bien en période de consommation que période où le séchoir ne fonctionne pas. Les factures sont présentes et archivées.

La consommation est en kilowattheure.

Pour effectuer ses déclarations, l'exploitant utilise les facteurs par défaut de l'inventaire national (facteur d'émission + le pouvoirs calorifique inférieur).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Sources de données (quantités de térajoules de combustible consommé)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux d'activité

**Prescription contrôlée :**

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:

- a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;
- b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;
- c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

**Constats :**

Les plus hauts niveaux de méthode (4.4 a + 4.4 6 a) sont utilisés pour déterminer le niveau d'activité du BM combustible, par conséquent aucune demande de dérogation n'est nécessaire. Le BM combustible est soumis à la condition de l'efficacité énergétique (amélioration ou dégradation) ce qui fait varier le montant de l'allocation. Cependant, en raison du taux d'humidité du grain, la consommation de gaz est plus ou moins importante. Autrement dit, les données relatives à l'efficacité énergétique ne sont pas forcément significatives d'une amélioration ou d'une dégradation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331

**Thème(s) :** Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

**Prescription contrôlée :**

Article 11 Système de contrôle  
(...)

2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.
<b>Constats :</b>  Sur site, l'inspection a constaté la validité du contrôle périodique de 3 pont bascules, du compteur à turbine (m3/h) et de l'instrument électronique de conversion des volumes (Nm3).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 11 Système de contrôle (...) <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> (...)
<b>Constats :</b>  Préalablement à la visite, l'inspection a demandé une copie de la procédure relative à la surveillance des données d'activité. Cette dernière n'a pas été transmise.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre une copie de sa procédure de surveillance à l'inspection quotas CO2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois